

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40368]

21 DECEMBRE 2022. — Décret relatif à la levée du secret professionnel en cas de signalement d'informations sur une irrégularité suspectée au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en son article 21.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° l'auteur de signalement : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des irrégularités qu'il a obtenues, conformément à la procédure arrêtée par le Gouvernement dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union;

2° le membre du personnel : le membre du personnel statutaire ou engagé dans les liens d'un contrat de travail au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public en ce compris les personnes dépositaires, par état ou par profession, de secrets qu'on leur confie, délégués syndicaux inclus;

3° le stagiaire : la personne qui, sans être membre du personnel au sens du 2°, effectue un stage au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public;

4° l'ancien membre du personnel : la personne visée au 2° qui n'est plus en service;

5° l'organisme d'intérêt public : l'organisme visé par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

6° le signalement ou signaler : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités;

7° les informations sur des irrégularités : des informations, y compris des soupçons raisonnables, concernant des irrégularités effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire dans le service ou l'organisme dans lequel l'auteur de signalement travaille ou a travaillé ou avec lequel l'auteur de signalement est ou a été en contact dans le cadre de son travail, et concernant des tentatives de dissimulation de telles irrégularités;

8° le facilitateur : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui aide ou qui a aidé un auteur de signalement au cours d'une procédure de signalement et dont l'aide est confidentielle;

9° la personne associée à l'instruction : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui, dans le cadre de l'instruction d'un signalement, est invité par le référent intégrité à faire une déclaration dans le but de rassembler des informations objectives et dont l'association est confidentielle;

10° la personne concernée : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre qui est mentionné dans un signalement ou une divulgation publique en tant que personne à laquelle l'irrégularité est attribuée ou en tant que personne associée à l'irrégularité;

11° le fonctionnaire général : le membre du personnel désigné en tant que mandataire de rang A1 pour le Service public de Wallonie, ou le membre du personnel désigné comme responsable pour un autre service du Gouvernement wallon ou, s'il s'agit d'un organisme d'intérêt public, le fonctionnaire général dirigeant de cet organisme;

12° le référent intégrité : l'agent désigné comme point de contact dans la composante interne du système de signalement d'informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, conformément à la procédure arrêtée par le Gouvernement dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

Art. 3. § 1^{er}. Le secret professionnel auquel l'auteur de signalement est tenu en vertu de l'article 458 du Code pénal ou d'une législation ou réglementation wallonne est levé lors d'un signalement d'une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public.

L'alinéa 1^{er} s'applique également aux facilitateurs et aux personnes qui sont associées à l'instruction.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la protection de la sécurité nationale, de la protection des informations classifiées, de la protection du secret professionnel des avocats, du secret médical, du secret des délibérations judiciaires et de la protection des règles en matière de procédure pénale.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, par irrégularité, l'on entend :

l'exécution ou l'omission d'un acte, par un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public, portant atteinte ou constituant une menace pour les intérêts au sens large de la Région wallonne ou pour l'intérêt public et qui :

constitue une violation d'une norme européenne directement applicable, d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une circulaire, d'une règle interne ou d'une procédure interne, ou implique un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement;

le fait qu'un membre du personnel ou un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public ait sciemment ordonné ou conseillé de commettre une irrégularité telle que visée sous a).

N'est pas visé par la définition reprise à l'alinéa 1^{er}, l'exécution ou l'omission d'un acte qui affecte exclusivement les droits individuels d'un membre du personnel et pour lequel existent d'autres canaux ou procédures de signalement :

le harcèlement moral, la violence au travail et le harcèlement sexuel au travail à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

la discrimination fondée sur :

- l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale au sens de l'article 4, 4°, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;

- le sexe, la grossesse, l'accouchement ou la maternité au sens des articles 3 et 4 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes;

- la nationalité, la race présumée, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique au sens de l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie.

§ 3. Pour l'auteur de signalement, la levée du secret professionnel intervient pour autant que le signalement :

1° soit effectué dans les conditions et selon la procédure arrêtée par le Gouvernement;

2° soit effectué de bonne foi.

Pour les facilitateurs et personnes associées à l'instruction, la levée du secret professionnel intervient pour autant qu'ils agissent de bonne foi.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, et de l'alinéa 2, par bonne foi, l'on entend la situation dans laquelle l'auteur de signalement, le facilitateur ou la personne associée à l'instruction a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sont fondées et nécessaires pour révéler une irrégularité suspectée au sens du paragraphe 2.

Art. 4. § 1^{er}. Le référent intégrité traite des données à caractère personnel afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées dans le cadre de la procédure arrêtée par le Gouvernement et plus particulièrement lorsqu'il accuse réception d'un signalement, prend connaissance d'un signalement et, le cas échéant, instruit celui-ci.

§ 2. Le Secrétariat général ou l'organisme d'intérêt public dans lequel le référent exerce ses fonctions est le responsable de traitement.

Le référent intégrité traite les données à caractère personnel suivantes :

1° l'identité, c'est-à-dire les noms, prénoms, coordonnées et le service d'affectation de l'auteur du signalement;

2° l'identité de la ou des personnes concernées par le signalement, en tant que personnes auxquelles l'irrégularité est attribuée ou en tant que personnes ayant contribué à l'irrégularité, ainsi que leurs coordonnées et leurs services d'affectation;

3° l'identité de toute personne éventuellement liée à un signalement parce qu'elle aurait été témoin ou victime d'une irrégularité signalée ou parce qu'elle pourrait apporter des éléments d'information dans le cadre de l'instruction menée par le référent intégrité, ainsi que ses coordonnées et son service d'affectation;

4° toute autre donnée nécessaire transmise par l'auteur du signalement ou recueillie dans le cadre des missions du référent intégrité et se rapportant aux personnes listées aux 1° à 3°, étant entendu que les données à caractère personnel qui ne sont manifestement pas pertinentes pour le traitement d'un signalement spécifique ne sont pas collectées ou, si elles le sont accidentellement, sont effacées sans retard injustifié.

Le référent intégrité peut solliciter les données visées ci-avant auprès des services du personnel des services du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public.

§ 3. Le référent intégrité transmet ces données uniquement dans les cas suivants :

1° en cas d'autorisation expresse donnée par la personne visée par la divulgation;

2° en application de l'article 29 du Code d'instruction Criminelle;

3° s'il estime que le fonctionnaire général doit être informé de l'identité de la ou des personnes concernées afin de prendre les mesures adéquates;

4° si cela apparaît nécessaire et proportionné, dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes mises en cause.

Lorsque, en application de l'alinéa 1^{er}, l'identité d'une personne, ou toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée, le référent intégrité en informe, au préalable, la personne visée par la divulgation et lui transmet les motifs justifiant cette divulgation, à moins que cette information préalable ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires en cours.

§ 4. Le référent intégrité informe la ou les personnes concernées qu'ils font l'objet d'une instruction, sauf si cette information met en péril le bon déroulement de l'instruction.

§ 5. L'ensemble des données à caractère personnel collectées, dans le cadre d'un signalement effectué dans les conditions et selon la procédure arrêtée par le Gouvernement, sont détruites au bout de cinq ans à dater de l'expiration de la période de sept jours suivant un signalement écrit ou oral, sauf en cas de poursuite pénale ou d'action judiciaire, auquel cas les données sont conservées jusqu'à dix ans après l'issue des poursuites ou de l'action.

§ 6. Lorsqu'il utilise des canaux informatiques ou téléphoniques pour la réception des signalements, le référent intégrité veille à ce qu'ils soient établis et gérés d'une manière sécurisée garantissant la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement et de tout tiers mentionné dans le signalement et empêchant leur accès par des membres du personnel non autorisés.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement wallon, 1082 (2022-2023) N° 10.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2022.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/40368]

21. DEZEMBER 2022 — Dekret über die Aufhebung des Berufsgeheimnisses im Falle der Meldung von Informationen über eine vermutete Unregelmäßigkeit innerhalb einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Anwendung findet (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, gemäß Artikel 21 teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Hinweisgeber: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das Informationen über Unregelmäßigkeiten, die es erhalten hat, gemäß dem von der Regierung im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, beschlossenen Verfahren meldet oder offenlegt;

2° Personalmitglied: das statutarische Personalmitglied oder das Personalmitglied, das im Rahmen eines Arbeitsvertrags in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses eingestellt wurde, einschließlich der Personen, die aufgrund ihres Standes oder ihres Berufs Geheimnisse verwahren, die ihnen anvertraut werden, einschließlich der Gewerkschaftsvertreter;

3° Personalmitglied auf Probe: die Person, die, ohne Personalmitglied im Sinne von Ziffer 2 zu sein, ihre Probezeit in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses absolviert;

4° Ehemaliges Personalmitglied: die in Ziffer 2 genannte Person, die nicht mehr im Dienst ist;

5° Einrichtung öffentlichen Interesses: die in dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnte Einrichtung öffentlichen Interesses;

6° Meldung oder melden: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße;

7° Informationen über Verstöße: Informationen, einschließlich begründeter Verdachtsmomente, in Bezug auf tatsächliche oder potenzielle Verstöße, die in der Dienststelle oder der Einrichtung, in der der Hinweisgeber tätig ist oder war, oder mit der der Hinweisgeber aufgrund seiner beruflichen Tätigkeit im Kontakt steht oder stand, bereits begangen wurden oder sehr wahrscheinlich erfolgen werden, sowie in Bezug auf Versuche der Verschleierung solcher Verstöße;

8° Mittler: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das einen Hinweisgeber bei dem Meldeverfahren unterstützt oder unterstützt hat und dessen Unterstützung vertraulich ist;

9° die an der Untersuchung beteiligte Person: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das im Rahmen der Untersuchung einer Meldung vom Integritätsbeauftragten aufgefordert wird, eine Aussage zu machen, um objektive Informationen zu sammeln, und dessen Beteiligung vertraulich ist;

10° betroffene Person: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das in der Meldung oder in der Offenlegung als eine Person bezeichnet wird, der die Unregelmäßigkeit zugeschrieben wird, oder als Person, die mit der Unregelmäßigkeit verbunden ist;

11° Generalbeamter: das Personalmitglied, das als Mandatsinhaber im Dienstrang A1 für den Öffentlichen Dienst der Wallonie benannt wurde, oder das Personalmitglied, das als Verantwortlicher für eine andere Dienststelle der Wallonischen Regierung benannt wurde, oder, wenn es sich um eine Einrichtung öffentlichen Interesses handelt, der leitende Generalbeamte dieser Einrichtung;

12° der Integritätsbeauftragte: der Bedienstete, der gemäß dem von der Regierung im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, beschlossenen Verfahren als Kontaktstelle in der internen Komponente des Systems zur Meldung von Informationen über eine vermutete, begangene oder drohende Unregelmäßigkeit benannt wurde;

Art. 3 - § 1. Das Berufsgeheimnis, zu dem der Hinweisgeber gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuchs oder einer wallonischen Gesetzgebung oder Regelung verpflichtet ist, wird bei der Meldung einer vermuteten, begangenen oder drohenden Unregelmäßigkeit in den Dienststellen der wallonischen Regierung oder in Einrichtungen von öffentlichem Interesse aufgehoben.

Absatz 1 gilt auch für Mittler und Personen, die an der Untersuchung beteiligt sind.

Diese Bestimmung gilt unbeschadet des Schutzes der nationalen Sicherheit, des Schutzes von Verschlusssachen, des Schutzes des Berufsgeheimnisses von Rechtsanwälten, des Arztgeheimnisses, des Geheimnisses gerichtlicher Beratungen und des Schutzes der Vorschriften über das Strafverfahren.

§ 2. Für die Anwendung von Absatz 1 gilt als Unregelmäßigkeit:

die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung durch ein Personalmitglied im Rahmen der Ausübung seiner Funktionen oder durch ein Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses, die den Interessen der Wallonischen Region im weitesten Sinne oder dem öffentlichen Interesse schadet oder eine Bedrohung darstellt und die:

einen Verstoß gegen eine unmittelbar anwendbare europäische Norm, ein Gesetz, ein Dekret, einen Erlass, ein Rundschreiben, eine interne Vorschrift oder ein internes Verfahren darstellt oder ein unannehmbares Risiko für das Leben, die Gesundheit oder die Sicherheit von Personen oder für die Umwelt mit sich bringt;

b) die Tatsache, dass ein Personalmitglied oder ein Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses wissentlich eine Unregelmäßigkeit im Sinne von Buchstabe a angeordnet oder zu einer solchen geraten hat.

Nicht unter die Definition von Absatz 1 fällt die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung, die ausschließlich die individuellen Rechte eines Personalmitglieds beeinträchtigt und für die es andere Kanäle oder Verfahren zur Meldung gibt:

Mobbing, Gewalt am Arbeitsplatz und sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz gegenüber den in Artikel 2 § 1 Ziffer 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit genannten Personen;

Diskriminierung aufgrund:

- des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Personenstands, der Geburt, des Vermögens, der religiösen oder weltanschaulichen Überzeugung, der politischen Überzeugung, der gewerkschaftlichen Überzeugung, der Sprache, des aktuellen oder künftigen Gesundheitszustands, einer Behinderung, eines körperlichen oder genetischen Merkmals oder der sozialen Herkunft im Sinne von Artikel 4 Ziffer 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;

-des Geschlechts, der Schwangerschaft, der Entbindung oder der Mutterschaft im Sinne der Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;

- der Staatsangehörigkeit, einer mutmaßlichen Rasse, der Hautfarbe, der Abstammung oder der nationalen oder ethnischen Herkunft im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen.

§ 3. Für den Hinweisgeber tritt die Aufhebung des Berufsgeheimnisses ein, sofern der Hinweis

1° unter den Bedingungen und nach dem von der Regierung beschlossenen Verfahren erfolgt;

2° in gutem Glauben erfolgt.

Für Mittler und Personen, die an der Untersuchung beteiligt sind, tritt die Aufhebung des Berufsgeheimnisses ein, sofern sie in gutem Glauben handeln.

Im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 und Absatz 2 ist unter gutem Glauben die Situation zu verstehen, in der der Hinweisgeber, der Mittler oder die an den Untersuchungen beteiligte Person berechtigten Grund zu der Annahme hat, dass die gemeldeten Informationen begründet und notwendig sind, um eine vermutete Unregelmäßigkeit im Sinne von Paragraf 2 aufzudecken.

Art. 4 - § 1. Der Integritätsbeauftragte verarbeitet personenbezogene Daten, um die ihm im Rahmen des von der Regierung beschlossenen Verfahren übertragenen Aufgaben zu erfüllen, insbesondere wenn er Kenntnis von der Meldung erhält, deren Empfang bestätigt, sie prüft und ggf. untersucht.

§ 2. Das Generalsekretariat oder die Einrichtung öffentlichen Interesses, in der der Beauftragte sein Funktion wahrnimmt, ist der für die Verarbeitung der Daten Verantwortliche.

Der Integritätsbeauftragte verarbeitet die folgenden personenbezogenen Daten:

1° die Identität, d.h. Name, Vorname, Kontaktdaten und Zuweisungsdienststelle des Hinweisgebers;

2° die Identität der Person(en), auf die sich die Meldung bezieht, als Personen, denen die Unregelmäßigkeit zugeschrieben wird, oder als Personen, die zu der Unregelmäßigkeit beigetragen haben, sowie ihre Kontaktdaten und die Dienststellen, denen sie zugewiesen sind;

3° die Identität jeder Person, die möglicherweise mit einer Meldung in Verbindung steht, weil sie Zeuge oder Opfer einer gemeldeten Unregelmäßigkeit war oder weil sie im Rahmen der vom Integritätsbeauftragten durchgeführten Untersuchung Informationen beisteuern könnte, sowie ihre Kontaktdaten und ihre Dienststelle, der sie zugewiesen ist;

4° alle anderen erforderlichen Daten, die vom Hinweisgeber übermittelt oder im Rahmen der Aufgaben des Integritätsbeauftragten gesammelt wurden und sich auf die unter den Punkten 1° bis 3° aufgeführten Personen beziehen, wobei personenbezogene Daten, die für die Bearbeitung einer bestimmten Meldung offensichtlich nicht relevant sind, nicht gesammelt werden oder, falls sie versehentlich gesammelt werden, ohne ungerechtfertigte Verzögerung gelöscht werden.

Der Integritätsbeauftragte kann die oben genannten Daten bei den Personalabteilungen der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder bei einer Einrichtung öffentlichen Interesses anfordern.

§ 3. Der Integritätsbeauftragte übermittelt diese Daten nur in den folgenden Fällen:

1° im Falle einer ausdrücklichen Genehmigung durch die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist;

2° in Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches;

3° er der Ansicht ist, dass der Generalbeamte über die Identität der betroffenen Person(en) informiert werden muss, damit er angemessene Maßnahmen ergreifen kann;

4° wenn dies im Rahmen von Untersuchungen der für die Aufdeckung von Verstößen zuständigen Behörden oder im Rahmen von Gerichtsverfahren notwendig und verhältnismäßig erscheint im Hinblick auf die Wahrung der Verteidigungsrechte der beschuldigten Personen.

Wenn in Anwendung von Absatz 1 die Identität einer Person oder jede andere Information, aus der diese Identität direkt oder indirekt abgeleitet werden kann, offengelegt werden kann, informiert der Integritätsbeauftragte die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist, vorab und begründet die Offenlegung, es sei denn, diese Vorabinformation würde laufende Untersuchungen oder Gerichtsverfahren gefährden.

§ 4. Der Integritätsbeauftragte informiert die betroffene(n) Person(en) darüber, dass sie Gegenstand einer Untersuchung ist/sind, es sei denn, diese Information gefährdet den ordnungsgemäßen Ablauf der Untersuchung.

§ 5. Alle personenbezogenen Daten, die im Rahmen einer Meldung unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen und nach dem von ihr beschlossenen Verfahren gesammelt wurden, werden nach fünf Jahren ab dem Ablauf der Frist von sieben Tagen nach einer schriftlichen oder mündlichen Meldung vernichtet, außer im Falle einer Strafverfolgung oder eines Gerichtsverfahrens; in diesem Fall werden die Daten bis zu zehn Jahre nach Abschluss der Strafverfolgung oder des Gerichtsverfahrens aufbewahrt.

§ 6. Bei der Verwendung von Computer oder Telefon für die Entgegennahme von Meldungen stellt der Integritätsbeauftragte sicher, dass diese in einer sicheren Weise erstellt und verwaltet werden, die die Vertraulichkeit der Identität des Hinweisgebers und aller in der Meldung genannten Dritten gewährleistet und den Zugriff durch unbefugte Personalmitglieder verhindert.

Art. 5 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Dezember 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1082 (2022-2023) Nr. 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. Dezember 2022.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40368]

21 DECEMBER 2022. — Decreet tot opheffing van het beroepsgeheim betreffende de melding van een onregelmatigheid binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut waarop het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, toepasselijk is (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet zet Richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, in artikel 21 ervan, gedeeltelijk om.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° melder: het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid dat verkregen informatie over inbreuken meldt of openbaar maakt, overeenkomstig de procedure vastgelegd door de Regering in het kader van de omzetting van Richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden;

2° personeelslid: het statutaire personeelslid of het personeelslid met een arbeidsovereenkomst binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut, met inbegrip van personen die op grond van hun staat of beroep in het bezit zijn van geheimen die hun zijn toevertrouwd, met inbegrip van vakbondsvertegenwoordigers;

3° stagiair : de persoon die, zonder personeelslid te zijn in de zin van punt 2°, een stage loopt bij een van de diensten van de Waalse Regering of bij een instelling van openbaar nut;

4° voormalig personeelslid : de in punt 2° bedoelde persoon die niet meer in dienst is;

5° instelling van openbaar nut: de instelling van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

6° melding of melden: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden;

7° informatie over onregelmatigheden: informatie, waaronder redelijke vermoedens, over feitelijke of mogelijke onregelmatigheden, die hebben plaatsgevonden of zeer waarschijnlijk zullen plaatsvinden binnen de dienst of de instelling waar de melder werkt of heeft gewerkt of waarmee de melder uit hoofde van zijn werk in contact is geweest, alsmede over pogingen tot verhulling van dergelijke onregelmatigheden;

8° facilitator: het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat een melder bijstaat of heeft bijgestaan in het meldingsproces en wiens bijstand vertrouwelijk is;

9° de bij het onderzoek betrokken persoon: het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat, in het kader van het onderzoek van een melding, door de integriteitsreferent wordt verzocht een verklaring af te leggen om objectieve informatie te verzamelen en wiens betrokkenheid vertrouwelijk is;

10° betrokkene: het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat in de melding of bij de openbaarmaking wordt genoemd als persoon aan wie de onregelmatigheid wordt toegeschreven of met wie die persoon in verband wordt gebracht;

11° ambtenaar-generaal: het personeelslid dat is aangewezen als mandataris van rang A1 voor de Waalse Overheidsdienst, of het personeelslid dat is aangewezen als verantwoordelijke voor een andere dienst van de Waalse Regering of, indien het een instelling van openbaar nut betreft, de leidend ambtenaar-generaal die deze instelling beheert;

12° integriteitsreferent : het personeelslid, aangewezen als contactpersoon in de interne samenstelling van het meldingssysteem in verband met een vermoedelijke onregelmatigheid die gepleegd is of zal worden, overeenkomstig de procedure vastgelegd door de Regering in het kader van de omzetting van Richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden.

Art. 3. § 1. Het beroepsgeheim waartoe de melder gehouden is krachtens artikel 458 van het Strafwetboek of een Waalse wetgeving of reglementering, wordt bij de melding van een vermoedelijke onregelmatigheid die gepleegd is of zal worden binnen in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen van openbaar nut, opgeheven.

Lid 1 is eveneens van toepassing op de facilitatoren en de personen die bij het onderzoek zijn betrokken.

Deze bepaling is van toepassing onverminderd de bescherming van de nationale veiligheid, de bescherming van geklassificeerde informatie, de bescherming van het beroepsgeheim van advocaten, het medisch geheim, het geheim van de gerechtelijke beraadslagingen en de bescherming van de strafprocedureregels.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt onder onregelmatigheid verstaan:

a) het verrichten of nalaten van een handeling door een personeelslid in de uitoefening van zijn ambt of door een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut, waardoor de belangen, in de ruime zin van het woord, van het Waalse Gewest of het openbaar belang worden aangetast of in gevaar worden gebracht en dat:

een schending inhoudt van een rechtstreeks toepasselijke Europese norm, wet, decreet, besluit, omzendbrief, interne regel of procedure, of een onaanvaardbaar risico inhoudt voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van de personen of voor het leefmilieu;

b) het feit dat een personeelslid of een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut willens en wetens het begaan van een onregelmatigheid zoals bedoeld onder *a)* heeft gelast of geadviseerd.

De definitie onder 1° heeft geen betrekking op het verrichten of nalaten van een handeling die uitsluitend de individuele rechten van een personeelslid raakt en waarvoor andere meldingskanalen of -procedures bestaan, met name:

a) pesterijen, geweld op het werk en ongewenst seksueel gedrag op het werk ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun arbeid;

b) discriminatie op grond van :

- leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, vakbondsovertuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst in de zin van artikel 4, 4°, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

- geslacht, zwangerschap, bevalling of moederschap in de zin van de artikelen 3 en 4 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;

- nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afkomst in de zin van artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestrijding van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat ingegeven handelingen.

§ 3. Voor de melder wordt tot de opheffing van het beroepsgeheim overgegaan voor zover de melding:

1° in de voorwaarden en volgens de procedure vastgelegd door de Regering verricht wordt;

2° te goeder trouw wordt verricht.

Voor de facilitatoren en de personen betrokken bij het onderzoek gebeurt de opheffing van het beroepsgeheim voor zover ze te goeder trouw handelen.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, en lid 2, wordt onder “goede trouw” de situatie verstaan waarin de melder, de facilitator of de persoon betrokken bij het onderzoek redelijke gronden heeft om te geloven dat de gemelde informatie gegrond en nodig is voor het openbaar maken van een vermoedelijke onregelmatigheid in de zin van paragraaf 2.

Art. 4. § 1. De integriteitsreferent verwerkt persoonsgegevens ter uitvoering van de hem door de Regering opgedragen taken, en meer in het bijzonder wanneer hij kennis neemt van de melding, de ontvangst ervan bevestigt, en in voorkomend geval onderzoekt.

§ 2. Het secretariaat-generaal of de instelling van openbaar nut waar de integriteitsreferent zijn functie uitoefent, is de verantwoordelijke voor de verwerking.

De integriteitsreferent verwerkt de volgende persoonsgegevens:

1° de identiteit, namelijk de naam, de voornaam, de contactgegevens en de dienst waartoe de melder behoort;

2° de identiteit van de bij de melding betrokken persoon of personen aan wie de onregelmatigheid wordt toegeschreven of die tot de onregelmatigheid hebben bijgedragen, alsmede hun contactgegevens en de dienst waartoe ze behoren;

3° de identiteit van elke persoon die door een melding eventueel kan worden geraakt omdat hij mogelijk heeft bijgedragen tot, getuige is geweest van of het slachtoffer is geweest van een onregelmatigheid of omdat hij of zij informatie kan verstrekken in het kader van het door de integriteitsreferent verrichte onderzoek, alsmede zijn contactgegevens en de dienst waartoe hij behoort;

4° alle andere noodzakelijke gegevens die door de melder zijn verstrekt of die zijn verzameld in het kader van de opdrachten van de integriteitsreferent en die verband houden met de personen opgelijst onder 1° tot 3°, met dien verstande dat persoonsgegevens die duidelijk niet relevant zijn voor de behandeling van een specifieke melding niet worden ingezameld of, indien zij per ongeluk zijn ingezameld, onverwijld worden gewist.

De integriteitsreferent kan de hierboven bedoelde gegevens opvragen bij de personeelsdiensten van de diensten van de Waalse Regering of bij een instelling van openbaar nut.

§ 3. De integriteitsreferent verzendt deze gegevens alleen in de volgende gevallen:

1° in geval van uitdrukkelijke toestemming van de bij de bekendmaking betrokken persoon ;

2° overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering ;

3° indien hij van oordeel is dat de ambtenaar-generaal in kennis moet worden gesteld van de identiteit van de betrokkene(n) teneinde de passende maatregelen te kunnen nemen;

4° indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt, in het kader van onderzoeken door de bevoegde autoriteiten met het oog op het onderzoek naar inbreuken of in het kader van gerechtelijke procedures, teneinde de rechten van de verdediging van de betrokken personen te vrijwaren.

Wanneer krachtens lid 1 de identiteit van een persoon, of enige andere informatie waaruit deze identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, openbaar kan worden gemaakt, stelt de integriteitsreferent de persoon aan wie de informatie openbaar zal worden gemaakt, hiervan vooraf in kennis onder vermelding van de redenen voor de openbaarmaking, tenzij deze voorafgaande kennisgeving lopende onderzoeken of gerechtelijke procedures in gevaar zou brengen.

§ 4. De integriteitsreferent stelt de betrokkene(n) ervan in kennis dat tegen hen een onderzoek loopt, tenzij deze informatie het goede verloop van het onderzoek in gevaar zou brengen.

§ 5. De gezamenlijke persoonsgegevens ingezameld in het kader van een melding verricht in de voorwaarden en volgens de procedure vastgesteld door de Regering worden na verloop van vijf jaar, te rekenen van het verstrijken van de periode van zeven dagen volgend op een schriftelijke of mondelinge melding, vernietigd, behoudens strafrechtelijke vervolging of gerechtelijke vordering, in welk geval de gegevens tot tien jaar na afloop van de vervolging of de vordering worden bewaard.

§ 6. Wanneer hij voor de ontvangst van meldingen gebruik maakt van computer- of telefoonkanalen, ziet de integriteitsreferent erop toe dat deze zodanig worden opgezet en beheerd dat de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder en van elke in de melding genoemde derde wordt gewaarborgd en toegang door onbevoegde personeelsleden wordt verhinderd.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 21 december 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*
Stukken van het Waalse Parlement 1082 (2022-2023) Nr. 10.
Volledig verslag, openbare vergadering van 21 december 2022.
Bespreking.
Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40298]

26 JANVIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 avril 2016 – Prêt Coup de Pouce, l'article 5, § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce ;

Vu le rapport du 14 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 2 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les mots « au 31 décembre 2022 » sont remplacés par les mots « au 31 décembre 2024 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 3. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 janvier 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS